

Quelques universités s'agitent depuis la semaine dernière, sous l'impulsion de certains groupes politiques qui, défaits sur le terrain électoral, cherchent à se refaire une santé en soulevant une contestation étudiante contre les dispositions de la loi sur l'autonomie des universités adoptées l'été dernier. Dans une logique démocratique « intégrale », c'est le jeu et les mouvements étudiants, de quelque bord qu'il soit, y participent. Bien sûr, l'extrême gauche en profite, y voyant aussi l'occasion de recruter des troupes fraîches en annonçant « **le grand soir** » (toujours repoussé...). Quant à l'UNEF, syndicat étudiant marqué à gauche, c'est l'occasion de repérer les «

jeunes pousses

» qui, demain, seront intégrées à l'appareil du Parti socialiste : il est toujours amusant de voir la carrière de ceux qui, à l'automne 1986, promettaient la révolution et sont aujourd'hui, comme Darriulat (à l'époque dirigeant trotskyste), sénateurs ou députés socialistes.

Cela étant, la contestation qui monte est, en fait, au-delà même des raisons politiques ou politiciennes, un signe de l'agacement et de l'impuissance face à une manière de gouverner qui fait la part belle aux seuls critères économiques et semble vouée à favoriser les « déjà favorisés » au mépris du rôle propre du Politique qui se doit d'être indépendant des forces d'Argent pour être légitime ou, au moins, juste. Mais le président Sarkozy est à l'image de ce temps qui ne donne de valeur qu'à ceux qui réussissent financièrement, l'Argent ayant remplacé (en de nombreux cas) Dieu ou la patrie : en cela, il est aussi à l'unisson des autres dirigeants de la planète, imprégnés par cette « **idéologie de l'Avoir** » qui se conjugue avec une « Liberté » indexée sur l'Argent et non plus sur la vie des hommes. Mais il est aussi en phase avec une Opinion publique qui réclame plus sa « part de gâteau » que le renversement du Veau d'Or et qui raisonne d'abord en termes de consommation : j'en veux pour preuve les réactions à la hausse du prix de l'essence ou le désir de l'ouverture des magasins le dimanche, à rebours des acquis sociaux anciens...

Aussi, la contestation étudiante, si elle se cristallise dans les semaines prochaines au sein des facs et dans la rue, au-delà des conséquences sur les études de l'année universitaire, risque de ne pas poser les vrais problèmes et de n'être qu'une « **distraction** » dans une société qui a érigé la provocation et l'agitation en spectacle pour éviter toute remise en question plus fondamentale.

Cela ne doit pas empêcher de poser des vraies questions et de repenser le politique, de vouloir changer les rapports sociaux au profit d'une « **philosophie de l'être** », tout en ne se leurrant pas sur le spectacle que les uns ou les autres veulent faire jouer dans cette « **comédie de l'affrontement** »

» : s'il reste utile de discuter avec les uns et les autres, il nous appartient de refuser la fausse alternative que veulent mettre en avant les grévistes et qui ne peut que dévier toute contestation vers une impasse.

Quant à la loi qui donne l'occasion de cette agitation encore limitée (mais qui sait ?), il me faudra en reparler car elle n'est pas entièrement négative, loin de là, et elle réactualise une idée forte que les royalistes attachés aux libertés universitaires défendent depuis fort longtemps : **l'autonomie des universités**.